

2 EUROS N°107 /// JUILLET - AOÛT 2008 /// ISSN 1240 /// CCPAP 0911 G 89086

RESISTANCE POPULAIRE

C.N.T - A.I.T

_ C'est un scandale. _Week-end à Carcassonne _Ah ! ça ira... _L'on ne naît pas Fourniret _ Attention, école... _A propos du contrôle social ... _Mélange ou différences ? _Toute lutte n'est pas émancipatrice ! _Comment dit-on "manipulation" en novlangue ? _Quelques questions de principe... _Eynes 2008 _L'Europe, espace de liberté ... pour qui ? _Mouvement national, qu'ils disaient... _Une nouvelle aventure de notre ami Vigipirate : Vigipirate à la ferme.

ABONNEMENT UN AN
Tarif normal : 10 euros
Abonnement de soutien : 20 euros ou plus

Libellez les chèques à l'ordre de :
CDES
CCP 3 087 21 H Toulouse

POUR SAVOIR SI VOUS ÊTES À JOUR :

Le numéro qui figure en bas de la bande-adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement.

Si ce numéro est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard.

Si votre abonnement est à jour, ne tenez pas compte des prospectus de relance qui peuvent être inserrés automatiquement dans le journal.

POUR DIFFUSER *ANARCHOSYNDICALISME !* AUTOUR DE VOUS

Vous pouvez recevoir plusieurs exemplaires pour les diffuser. Prenez contact avec le journal pour les modalités pratiques.

Tout contact avec le journal :
CNT-AIT
7, rue St Rémésy,
31000 Toulouse.
Tel : 05 61 52 86 48

Les articles et des infos en ligne sur les sites :

http://cnt-ait-toulouse.fr

http://cnt-ait.info
(CNT-AIT de Paris-Nord)

http://cnt.ait.caen.free.fr/
(avec forum)

Ce journal est rédigé, mis en page, assemblé par des militants, salariés ou chômeurs.

Directeur : J. Pastor

C'est un scandale !

Avec son "*C'est un scandaâale* !", feu Georges Marchais, alors leader d'un Parti communiste qui pesait lourdement dans la vie politique du pays, faisait la joie de tous les imitateurs. Certes, Georges avait le scandale plutôt sélectif, mais enfin, il n'avait pas toujours tort. En ces temps-là, il y en avait des scandales, mais finalement assez peu : on avait encore le temps de s'en scandaliser. Aujourd'hui, le scandale est un mode de gouvernement. Plus personne ne s'en offusque. Pas le temps. On en a vu d'autres. Et alors nous dit-on ?

Et pourtant : qu'un enfant de 13 ans qui arrose au revolver à eau un flic, un enseignant, le boulanger ou même un autre enfant, soit systématiquement fiché, passible d'être traduit en justice et promis au pire s'il "récidive", est-ce admissible ?

Que des flics assermentés puissent mentir à la France entière, comme à Villiers-le-Bel en prétendant qu'ils roulaient à 40-50 à l'heure, qu'ils n'étaient pas en intervention et que c'est la moto de Mohsin et Lakamy qui s'est jeté sur eux… alors que les expertises prouvent qu'ils allaient à 64,3 km/h en pleine ville, qu'ils étaient en intervention sans gyrophare et que c'est eux sui ont percuté la moto, est-ce tolérable ? Et que les autorités les couvrent, que les syndicalistes policiers finissent par dire que, de toutes façons, cet énorme mensonge ne légitime en rien la révolte, alors qu'ils savent pertinemment que c'est ce mensonge insupportable qui a mis le feu aux poudres, n'est-ce pas une provocation de plus ?

Si on croyait encore aux lois, on pourrait en dénoncer un autre de scandale : la fameuse loi DALO, la loi du logement opposable, six mois après son lancement, beucoup de salive et pas moins de 4 millions d'euros consacrés à l'instruction des dossiers… tout ça pour reloger, en tout et pour tout 605 familles, c'est pas se moquer du monde ?

Et Marc Machin ? Ce type de 26 ans est en prison depuis 2004 pour un meurtre au Pont de Neuilly. Il a "avoué" lors de sa garde à vue. Il a toujours nié après. Mais les aveux en garde à vue, ça suffit à vous faire condamner. Pourtant, qui ignore comment on vous fait avouer, en garde à vue ? Et voilà qu'un autre homme se dénonce pour ce crime. Mais Marc Machin reste en prison. Et voilà qu'on trouve sur la victime les traces génétiques de l'homme qui s'est dénoncé. Mais Marc Machin reste toujours en prison. Une minute pour vous jeter en prison, des mois pour vous en sortir, c'est pas immonde ? Et c'est pas fini : après que la commission des révisions des condamnations ait décidé, enfin, de le remettre en liberté, Marc Machin reste encore en prison, parce que pour une altercation, il a été condamné à trois mois de plus ! Mais, si on ne l'y avait pas mis, en prison, il ne s'y serait pas battu ! C'est du Kafka ! Et pendant ce temps, ceux qui ont "recueilli" les aveux de Marc Machin, ceux qui ont mené, faut voir comment, l'enquête, ceux qui l'ont condamné lourdement sans aucune preuve matérielle (et pour cause), ceux qui l'ont traité de monstre dans la presse, ceux qui l'ont fait souffrir en prison, ceux qui l'ont recondamné pour altercation, tous ceux-là dorment, mangent et forniquent tranquilles. Y'a un mot en français, pour exprimer ça ?

Bon. Finissons sur une touche plus joyeuse. Des gens heureux, il y en a, quand même, et de plus en plus. Depuis cette année, le monde vient de passer la barre des dix millions de millionnaires (en dollars). Et, c'est pas fini : laissons le mot de la fin au Figaro "*Malgré les crises financières et boursières qui secouent la planète, l'avenir s'annonce prometteur, la richesse des grandes fortunes devrait croître de 7,7 % par an d'ici à 2012*". Que du bonheur ? Il faut être anarchiste, pour y voir du scandale !

WEEK-END A CARCASSONNE

Dimanche 29 juin 2008, c'est journée "portes ouvertes" dans la caserne du 3ème Régiment parachutiste d'infanterie de marine (RPIMA), basé à Carcassonne. Le public familial est convié à fêter l'armée française. Il va y avoir une démonstration.

Soudain, une rafale de FAMAS fauche 17 personnes, parmi elles, une fillette a le bras sectionné. Un projectile traverse le cœur d'un autre enfant pour finir par se loger dans ses poumons. Il est âgé de trois ans.

Du sang, des cris, des larmes, de la panique… le spectacle "à blanc" que voulaient donner les militaires du 3ème RPIMA est devenu réalité. Une réalité guerrière : c'est un massacre.

En moins de deux secondes, un chargeur de FAMAS vide 25 balles. La cadence du tir de ce fusil d'assaut est de 1 000 coups à la minute. De plus, il peut projeter des grenades et autres projectiles de mort. Le progrès a donc pris des chemins effroyables, que la fiction des jeux vidéos ne peut pas toujours nous masquer. Quelques années à peine après le drame de l'usine AZF et ses engrais explosifs, le massacre de Carcassonne nous rappelle douloureusement les véritables menaces qui pèsent sur nos enfants.

Ecoutons justement le témoignage d'un père de famille qui rapporte le calvaire subi par son fils : *"Mickaël a couru. Malgré un mollet atteint par un premier éclat de projectile… il a couru quand même, il boitait. Quelques mètres plus loin mon fils a été à nouveau touché par un deuxième impact à l'arrière de la cuisse droite"*[*1]. Ce témoignage nous révèle que la rafale a duré au moins le temps que le garçonnet fasse quelques mètres, en boitant. Ce parcours terrible a-t-il pu prendre moins de deux secondes, c'est-à-dire le temps qu'il faut pour vider "normalement" tout un chargeur ? Cela paraît bien improbable. Même pour ne faire que quelques mètres, un enfant met plus de deux secondes, surtout s'il est blessé au mollet. D'autres témoins évoquent une fusillade qui a duré trente secondes…

De nombreuses interrogations

La durée des tirs n'est qu'une interrogation qui se rajoute à beaucoup d'autres.

Contre toute évidence, les autorités militaires ont "expliqué" qu'il n'y avait eu qu'une seule rafale, d'un seul chargeur, d'un seul tireur. Or, nous l'avons dit, une rafale dure moins de deux secondes. D'après la version officielle donc, en moins de deux secondes, le tireur aurait pu, avec seulement 25 balles, blesser 17 personnes éparpillées (15 civils et 2 militaires, certains ayant plusieurs blessures). Si c'est vrai, c'est un exploit dans l'horreur, même pour le "professionnel formé au tir" qu'on nous décrit. Un professionnel haut de gamme, puisque, même après la boucherie, le Procureur de la République a tenu à lui faire compliment en déclarant que tout ceci était bien dommage car le tireur "aurait pu faire une grande carrière dans l'armée". On en frémit de rage. Mais c'est certainement sur cet argument, qui semble à lui seul constituer une circonstance atténuante sinon exonérante de toute responsabilité, que le Procureur a remis en liberté l'individu en question immédiatement après sa mise en examen. Après tout, pourquoi pas. Nous n'avons pas, quant à nous, pour principe de juger les individus, mais nous aimerions bien que les quelques 65 000 hommes et femmes détenus en France dans des prisons qui regorgent, bénéficient de la même compréhension de la part de la justice, surtout qu'eux n'ont certainement pas blessés aussi grièvement autant de monde en aussi peu de temps !

Après Malakoff, Carcassonne

Ceci dit, essayons de comprendre. Un an pratiquement après la tuerie de la caserne Malakoff, le 13 juillet 2007 (ce jour-là, à Paris, un gendarme exterminait un adjudant puis ses deux enfants avant de se suicider), l'affaire de Carcassonne nous repose la problématique de la fragilité de l'être humain, surtout lorsqu'il est plongé dans un environnement qui le met sous pression. Si nous relevons ici la dangerosité de certains de nos semblables, c'est d'abord pour insister sur le fait qu'on ferait bien de mettre à la poubelle toutes les armes qu'ils possèdent, qui sont de plus en plus sophistiquées et donc de plus en plus dévastatrices. Pourtant, l'option politique choisie par le gouvernement va à l'inverse de cet élémentaire bon sens.

Malgré la chute du mur de Berlin en 1989, la course aux armements a continué et s'est doublée de technologies sécuritaires de plus en plus coûteuses. C'est donc pour le plus grand profit de puissantes industries mortifères et liberticides, pour justifier toutes leurs macabres productions, que le pouvoir politique a entretenu le sentiment d'insécurité,

qu'il a mis en avant la lutte contre le terrorisme pour, en bonne logique, en arriver à produire la fiction d'un ennemi intérieur. Pour cela, il a fait feu de tout bois. Il a stigmatisé, voire insulté, certaines franges de la population. Des teufeurs à qui l'on reproche d'être trop "bruyants" aux anarcho-autonomes emprisonné pour des clous tordus ; des sauvageons caillasseurs aux propriétaires de chiens, le pouvoir a exagéré les périls, brisé les solidarités. Les "jeunes" en particulier ont subi les campagnes de presse les plus abjectes, qui ont précédé des lois de plus en plus répressives dont l'arsenal s'agrandit chaque jour : interdictions de stationner dans les halls d'immeuble, incarcération d'enfants dans les EPM, ou fichage de gamins de 13 ans ..., c'est une avalanche qui donne la nausée… sans compter les fachos dans l'âme, qui, pendant les révoltes de 2005, demandaient qu'on envoie l'armée dans les banlieues, histoire de massacrer quelques jeunes.

Une certitude bien établie

De fil en aiguille, voilà donc que le pouvoir, sans autre débat que l'agitation médiatique entretenue par des journalistes payés pour ça, a donné aux armées une nouvelle mission. De la lutte antiterroriste, on est passé insensiblement à la lutte anti-guérilla urbaine, en vertu de quoi, comme en pleine guerre, il est fréquent de croiser dans nos couloirs de métro et nos gares, outre les innombrables variétés de flics, des fantassins à l'uniforme suranné mais armés du fameux FAMAS, le même justement qu'à Carcassonne. Or, s'il est quelque chose de bien certain dans tout le flou volontairement entretenu par la hiérarchie militaire autour de l'affaire de Carcassonne, c'est que le but de l'opération "portes ouvertes" était de présenter au public l'exercice suivant : une prise d'otage par un ennemi pas si bien déterminé que ça… mais une prise d'otage qui se déroulait dans des coursives. C'est du moins ce que le "décor" de l'exercice évoquait ouvertement. Le calcul des angles de tir était adapté lui-même à cette configuration. Des coursives comme ça, il n'en existe pas dans les lieux que fréquente la haute société. Par contre, il y en a plein dans toutes les cités (bien qu'il n'y ait jamais eu de prise d'otage en de tels endroits !). L'ennemi indirectement désigné n'était donc pas le "terroriste", le "preneur d'otage" mais bien l'habitant des cités. Il faut avoir vécu une rafle de sans-papiers ou de jeunes, dans une cité, avec des flics qui déboulent pistolet au poing et quelques balle perdues pour comprendre que la mise en scène présentée à Carcassonne n'est déjà pas qu'un exercice

On ne développe pas un tel conditionnement centré sur la peur de l'autre sans induire, chez certains de graves dégâts psychiques. Si la série d'erreurs qui a engendré le drame de Carcassonne semble, à première vue, "inexplicable", c'est parce qu'elle est irrationnelle. Comme est totalement irrationnel le discours de guerre civile que développe le gouvernement dans un pays ultra-pacifié. C'est dans cette irrationalité qu'il faut chercher la clef de l'histoire. Les dysfonctionnements qui ont produit le bain de sang de Carcassonne sont tout simplement des "actes manqués"*1. De tels actes manqués sont la conséquence directe de l'intoxication des mentalités par des discours haineux et indignes.

Nettoyer la racaille au Karcher

Souvenez-vous seulement des propos de l'individu, qui est tout de même le chef des armés, et qui est donc le chef suprême du tireur de Carcassonne, celui-là même qui proposait, d'ailleurs en violation des lois les plus basiques, de *"nettoyer la racaille au Karcher"*. De tels propos, l'homme qui a tiré à Carcassonne sur des enfants, il les a entendu pendant ses huit années de service. Il les a intégré. Il en a été imprégné, jusqu'au plus profond de sa moelle. C'est avec ça qu'on a fabriqué le *"très bon professionnel"* qu'on nous a décrit avec complaisance. Pendant huit ans, ce professionnel a donc appris qu'il fallait se méfier des civils, surtout des jeunes, même des très jeunes et encore plus des mamans et de leurs poussettes, car les poussettes, pendant la guerre d'Algérie, ça servait au transport d'explosifs. Les poussettes, les mamans qui les poussent, les valises abandonnées, les civils, les jeunes, les vieux… dans tout ça, un bon militaire doit voir un danger.

Karcher ou FAMAS, le discours est le même

C'est ça que le discours officiel lui martèle. SI, contre toute logique, contre toute humanité, un soldat de l'armée française a chargé pour un exercice des balles réelles dans son FAMAS, s'il a tiré sur les civils venus l'applaudir, s'il a mis plus de 30 secondes à réaliser qu'il massacrait des gamins inoffensifs, c'est parce que sa tête était pleine de ce discours ignoble, c'est parce qu'il était devenu un pantin entre les mains des salopards qui ont développent le discours paranoïaque récurrent sur l'insécurité.

Ce qui s'est passé à Carcassonne, c'est le pouvoir qui en porte l'entière responsabilité. C'est lui qui désigne quotidiennement les jeunes et les enfants comme cibles. Qu'il ne fasse pas maintenant semblant de s'étonner que ceux qu'il a formaté pour qu'ils lui obéissent au doigt et à l'œil leur tirent dessus.

C.Q.F.D.

_1.- "La Dépêche du Midi", 2 juillet 2008.
_2.- En psychiatrie, un "acte manqué" consiste à faire (inconsciemment) le contraire de ce qu'on croit avoir fait (par exemple, mettre des balles réelles dans un chargeur alors qu'on pensait n'avoir mis que des balles à blanc). C'est parceque, au fond de soi on est plus en accord avec ce qu'on a fait (dans notre exemple, mettre des balles réelles) qu'avec ce qu'on devait faire (mettre des balles à blanc). Le mécanisme de l'acte manqué est du même type que celui du lapsus. Il est aussi révélateur que ce dernier;



Par un retournement sémantique dont seuls les experts en mensonge ont le secret, l'aristocratie médiatico-politico-économique, par la voix d'un de ses sbires, s'est mise à qualifier ceux qui lui résistent, comme les cheminots ou les postiers, de "privilégiés".

"Privilégiés" ? Depuis la Révolution française, ce terme dénonce le droit reconnu par l'Etat (le roi) à l'enrichissement de la classe dirigeante au dépend de la majorité de la population. Les premiers privilégiés étaient les nobles, suivis de près par le clergé (les curés). La noblesse se caractérisait par ses privilèges fiscaux (elle était exemptée de la "taille", c'est-à-dire l'impôt direct aux profit du trésor royal), politiques (dans la plupart des cas, elle seule avait accès aux assemblées délibérantes provinciles), de carrières (dans l'armée notamment), honorifiques (elle entourait le roi à la Cour, elle avait la préséance sur la "populace") et judiciaires (elle était jugée par un tribunal spécifique : le parlement).

Le "bon peuple", le "Tiers état", c'est-à-dire nos arrières grands-parents, allaient bien souvent nu-pieds et le ventre creux. Ils avaient pour tout privilège celui de financer le train de vie fastueux du roi et de sa noblesse à Versailles, celui non moins fastueux des princes de l'église ainsi que les guerres et expéditions maritimes ruineuses sans oublier tout ce qui devait financer les caprices des reines, des maîtresses et autres catins qui pullulaient à la cour de Sa Majesté…

Aujourd'hui, comme avant 1789, le "privilège" de la plupart d'entre nous, cheminots ou pas, postiers ou pas, c'est de galérer tous les mois pour essayer de nous en sortir. Car, sous prétexte de réduire les "privilèges", le sarkozysme (qui ne supporte pas la liberté et pour qui la fraternité est un mot parfaitement inconnu) s'attaque de plein fouet à l'égalité. Sa cible, c'est avant tout les dépenses sociales (aides au plus pauvres, aux chômeurs, retraités…).

Pour justifier cette politique lamentable et ramasser des voix aux élections, les sarkozystes ont trouvé leur argument : faire appel à l'égoïsme et à la veulerie des classes moyennes en leur expliquant que couper les vivres aux pauvres permettrait de limiter leurs impôts à eux, les cadres, petits commerçants, petits patrons, professions libérales, fonctionnaires moyens, ouvriers supérieurs… eux qui sont supposés se "lever à 6 heures" et travailler "pour les autres". Les classes moyennes ont compris le message. Elles ont bien voté. Maintenant, elles sont Gros Jean comme devant. Car, si baisse massive des impôts il y a eu, cela n'a pas été pour elles (et encore moins pour les petits salariés, dont beaucoup, effectivement, se lèvent à 6 heures du matin ou plus tôt !). Comme quoi, l'égoïsme et la veulerie, ça rapporte pas forcément ! Seule une poignée d'individus a profité de la réforme des impôts : Parmi les 1000 contribuables qui ont déclaré les revenus les plus élevés de France pour 2006, "116 … ont réduit leur impôt … de près de 93 %. Chacun a obtenu une réduction d'impôt de plus d'un million d'euros. Parmi les 10 000 contribuables les plus riches en termes de revenu, 150 n'ont pas payé d'impôt ou ont obtenu une restitution du Trésor public alors que leur revenu fiscal de référence était en moyenne de l'ordre d'un million d'euros. Et parmi les 100 contribuables les plus riches en termes de revenu, plusieurs se sont vu rembourser, en moyenne, 230 euros alors que leur revenu fiscal de référence dépassait, en moyenne, les 11,9 millions." (Le Monde du 06.06.08). Sans oublier que 4 658 gros contribuables français se sont domiciliés dans l'année dans des paradis fiscaux, emportant avec eux les 18 millions d'euros qu'ils auraient dû acquitter aux impots (Sud-Radio mai 08).

Les "menus plaisirs" de l'Elysée

Avec la même arrogance, le pouvoir politique augmente ses propres privilèges. Après une hausse astronomique du salaire du président lui-même, ce sont les "menus plaisirs"*[1] de l'Elysée qui explosent : les dépenses y sont passées de 32,38 à 35,1 millions d'euros en un an. Les frais de personnels ont augmenté de 10,9 % (pendant qu'ils sont réduits partout dans la fonction publique), la "dotation" (argent de poche) du chef de l'état a fait une percée de 53 %. Les fastes de l'Elysée n'auront bientôt rien à envier à ceux de Versailles. Et, comme il se doit, notre souverain n'a pas oublié sa petite cour : pen-

dant qu'il s'attaquait à l'indemnisatin du chômage du reste de la population, il a engraissé sans hésiter celle des députés. Nos soi-disant représentants seront désormais couverts sur la base de 5 400 euros bruts de manière dégressive pendant 5 ans au lieu de 6 mois antérieurement.

Enfin, les "potes" patrons, les sieurs du CAC 40, ne se sont pas oubliés non plus. Ils ont vu dans le même temps leurs salaires augmenter de plus de 58 % en moyenne. D'après l'Expansion, "Très exactement, le total des revenus cumulés [des patrons du CAC 40] était de 102 millions en 2006, il passe à 161 millions en 2007." Ainsi Pierre Verluca patron de Vallourec a vu ses revenus augmenter de plus 2 312 % (4 ans de SMIC par jour rien qu'avec ses revenus de PDG !). Gérard Mestrallet, baron-pdg de Suez, lui, est plus modeste puisque son salaire n'a augmenté que de plus de 364 % ! Quant au "pauvre" Martin Bouygues, il a du se contenter d'une augmentation de 69 % de son misérable salaire qui était en 2006 de 4,99 millions. Ce sont les plus-values sur les stock-options encaissées en 2007 qui ont permis aux grands patrons d'encaisser des sommes aussi considérables. Avec une augmentation de 351 % par rapport à 2006, les plus-values sur les stock-options ont atteint la somme totale de 66 millions d'euros en 2007. Remarquons que la plupart des dirigeants ont eu la "prudence" de liquider une partie de leurs stocks juste avant la chute des marchés, en août 2007. Comme s'ils étaient au courant par avance…

Tous ces petits messieurs et dames qui grouillent et besouillent dans le marais politico-économico-médiatique tirent leurs monstrueux revenus de notre exploitation et leur immense pouvoir de notre crédulité et notre soumission. Ils se font accorder, des privilèges fiscaux exorbitants. Ils disposent de privilèges politiques essentiels, comme celui de régenter l'accès à l'information et aux médias. Ils ont le privilège des carrières (c'est parmi eux, leurs enfants, parents ou alliés que se recrutent les technocrates de l'ENA et tous ceux qui iront ronger les gruyères de la "république"). A eux aussi les honneurs, les parties de bateau avec Sarko, les voyages officiels, les sunlights. Et pour couronner le tout, leur privilège judiciaire dépasse celui qu'avaient leurs homologues sous l'ancien régime. S'il y avait autrefois un tribunal spécifique pour juger leurs crimes, nos modernes aristocrates , quant à eux, sont carrément au-dessus des lois. Quoi qu'ils fassent (avec, de loin en loin, une exception pour que le bon peuple ne se réveille pas) ces modernes seigneurs ne passent la porte des tribunaux que pour y donner des ordres.

Patrons, politiciens, médiateux constituent la nouvelle classe des privilégiés, aussi nuisible que l'ancienne aristocratie, aussi puante qu'elle, aussi sûre de sa pérennité, aussi stupide que cette noblesse qui, même le 14 juillet 1789, ne pouvait croire possible qu'une révolution puisse renverser une monarchie solidement ancrée dans des siècles d'existence... Et pourtant !

Gracchus B.

_1- Les derniers rois de France avaient une administration spéciale pour leurs "menus" plaisirs. Par "menus", il faut entendre frivoles certainement pas bon marché ! NDLR : Le "*ça ira*" était un des couplets les plus fameux de la Révolution française (*"Ah ! Ça ira, ça ira, les aristocrates à la lanterne, à ça ira, ça ira, ça ira, les aristocrates on les pendra"*

LA VIE A AIRBUS

Quand une équipe de techniciens Français va à Hambourg pour analyser les méthodes de cablage des Allemands, et qu'ils se font jeter par les travailleurs de ce site à l'appel de leur syndicat; Quand, à Toulouse, les travailleurs Français et Allemands en viennent aux mains à cause d'une très grande différence de salaire, avec des syndicats locaux qui jouent sur la fibre chauvine.

Quand tout ceci se produit, inutile de dire que ces syndicats sont les alliés de la direction , qui non seulement désamorce la critique sociale et d'éventuels embryons de lutte, mais aussi, quitte à créer des tensions stupides, divise les salariés entre eux.

Si ces syndicats, qui ont la prétention de défendre les salariés face à la direction n'étaient pas des hypocrites, on n'en viendrait pas à frapper sur le voisin Français ou Allemand, mais il y aurait une union entre exploités. Pendant que le syndicats (FO, CGC, CFTC, CFDT) "défendent l'emploi" contre la mainmise allemande sur EADS, la productivité et la flexibilité marchent plein pot sur les sites toulousains. Notamment des intérimaires en CDI, en passant sous la coupe des sous-traitants, bossent beaucoup avec des horaires difficiles pour gagner peu en définitive. Mais ces syndicats trouvent ça tout à fait normal.

Il existe plus de 150 types d'horaires différents sur tous les sites d'Airbus France : 2 x 9 heures ; 3 x 8 h ; samedi, dimanche y compris nuits ; vendredi-samedi-dimanche ; 6 jours / 7 ; … Là aussi, les syndicats trouvent ça tout à fait normal. La rentabilité des exploiteurs de la direction, qu'ils soient Français ou Allemands se foutent royalement des conditions de travail et des conséquences sur la santé des ouvriers. Ainsi, après deux ans de crise et dix-huit mois d'annonce du plan "Power 8", les problèmes à Airbus ne sont toujours pas réglés et se sont toujours les ouvriers, Français, Allemands, Espagnols ou Anglais qui supportent le cynisme de la direction et qui trinquent.

L'ON NE NAÎT PAS FOURNIRET

L'on ne naît pas Fourniret, l'on ne naît pas Einstein, l'on ne naît pas Pelé, l'on ne naît pas ingénieur, l'on ne naît pas gentil, l'on ne naît pas méchant, ignorant, l'on ne naît pas savant, l'on ne naît pas fasciste, l'on ne naît pas anarchiste, l'on ne naît pas ouvrier, l'on ne naît pas gangster, l'on ne naît pas homme, l'on ne naît pas femme, l'on ne naît pas quelque chose, l'on DEVIENT quelque chose.

Ce sont des constructions sociales et culturelles, des engrammations et des conditionnements auxquels chaque être humain est soumis dès la naissance, et ce en fonction de l'époque et du lieu de nos naissances. Le préhistorien André Leroi-Gourhan (1911 - 1986) a écrit : *"Plus précisément, le système nerveux n'est pas une machine à fabriquer de l'instinct mais à répondre à des stimuli internes et externes en construisant des programme"*.

L'être humain n'est composé que de 24 000 à 26 000 gènes, c'est très peu, et surtout son cerveau contient 100 milliards de neurones et 1 million de milliards de connexions nerveuses. Les gènes ne servent à rien pour apprendre l'anglais, les mathématiques ou la physique, la maçonnerie ou la plomberie. Les gènes ne font que coder pour des protéines (avoir les yeux bleus, avoir cinq doigts aux mains, avoir la peau de telle ou telle couleur). Tout le reste s'apprend, à force de mémorisation ou de gestes répétés maintes et maintes fois. Il en est ainsi de la physique comme du football. Un petit d'homme et de femme, élevé dans un milieu non-humain, ne deviendra jamais un être humain. Il sera difficile de lui apprendre - voire impossible - à marcher et encore plus à parler. L'on ne naît pas Fourniret. Tous les tueurs en série, ont été vidés, battus, maltraités, niés, dans leur enfance, et sans aucune exception (Voir à ce propos les travaux d'Alice Miller, née en1923, psychanalyste, et son ouvrage de référence, *"C'est pour ton bien"*). La science n'est pas neutre, elle est instrumentalisée par ses commanditaires et propagée par ses commis. Dès l'école, l'on nous apprend la soumission à l'autorité. L'on nous apprend le conformisme, l'on nous apprend la compétition et l'obéissance. L'on nous apprend surtout à utiliser nos mémoires et non nos compréhensions. Tout comme l'égo s'oppose à la personnalité, la mémoire s'oppose à la compréhension. Le grand savant Henri Laborit (1914-1995), le fameux biologiste des comportement, avait deux formules qu'il utilisait souvent *"Le clochard et le PDG sont libres tous les deux d'aller coucher sous les ponts, mais il n'y a que le clochard qui en profite"* et aussi, plus simplement, *"Tout s'apprend à part, boire, manger, copuler"*. Mais pour d'aucun(e), boire, manger, copuler, c'est encore de la mémoire de l'espèce. Nous pourrions dire que les gènes (si peu nombreux dans l'espèce humaine, 26 000, moins que les 45 000 gènes de séquences codantes pour le peuplier, et à peine plus que chez cet élégant ver d'un millimètre de long qui possède lui 22 500 gènes), c'est la baignoire et que l'eau qui remplit cette baignoire, c'est l'environnement. C'est dire, l'importance de la niche environnementale, comme disait feu Henri Laborit : les parents, la famille, les autres, l'école, etc., dont nos cent milliards de neurones et un million de milliard de connexions nerveuses sont complètement remplis. Et puis, même si la baignoire est trisomique ou autre, il ne faut pas oublier, pour paraphraser le généticien des populations et père du concept *"d'humanitude"* Albert Jacquard (né en 1925) que la notion d'handicapé est impropre, et qu'il faudrait la remplacer par la notion plus gratifiante *"d'autrement capable"*. Plus de handicapé(es) (sans nier les handicaps), que des CAPABLES.

"Le clochard et le PDG sont libres tous les deux d'aller coucher sous les ponts, mais il n'y a que le clochard qui en profite"

Donc, pour résumer, Fourniret n'a pas été aimé, n'a pas été pris comme être humain. Fourniret est donc devenu un monstre. Celui qu'une société inhumaine, sans amour, ne jurant que par l'argent et le mensonge a fabriqué. Car, il n'y a pas de méchants(tes), il n'y a que des souffrants(tes).

Comme la société spectaculaire marchande nous apprend à nous détester les uns les autres et à nous faire la guerre dès la plus petite enfance, il est finalement réconfortant de constater que certains et certaines passent à travers les mailles du filet de la tyrannie sous toutes ses formes et essayent, connaissant la réalité de leurs déterminismes, de rester humains envers et contre tout. Et le tyran dit à ses gens, ou leur fit dire *"Croyez que vous avez votre libre arbitre, et ainsi vous obéirez d'autant plus facilement que c'est 'librement' que vous croirez nous obéir. Et 'librement' que vous voterez pour nous, en 'choisissant' 'librement' l'erreur ou la vérité."*

L'on ne naît pas Fourniret, pas plus qu'aviateur. Les choses ne sont ni belles, ni mauvaises, ni bonnes, ni laides, ni ceci, ni cela. C'est nous qui les interprétons en fonction de nos apprentissages.

Un lecteur

Attention, école...

Au moment où le gouvernement impose une réduction de l'effectif enseignant, l'ennui à l'école augmente viscéralement, la spontanéité et la subjectivité sont continuellement refoulées par les méthodes scolaires, la morale de compétition de plus en plus présente, la synergie entre élèves toujours absente, la ségrégation sociale de moins en moins sous-jacente.



L'école, c'est le premier acte d'allégeance à l'Etat, le premier pas vers la négociation de la vie, le premier accord passé entre l'individu et le monde marchand, la première phase d'acceptation du travail forcé, du devoir citoyen, du spectacle, de la résignation, de la répression intellectuelle et physique. Dès le plus jeune âge, l'enfant subit, lentement mais sûrement, les méthodes d'une éducation misanthrope : réveil uniforme pendant les cinq jours de la semaine, huit heures enfermé entre quatre murs, sonnerie pavlovienne toutes les heures. Pendant ces huit heures, l'élève est muré, félicité, châtié, honoré, molesté, jugé, méprisé, encensé, grondé, moralisé, manipulé, consolé, traité comme un objet malléable et docile ; les cinq sens sont émoussés, placés sous la surveillance autoritaire du professeur : Il doit fixer celui qui dispense le savoir purulent, l'ouïe doit écouter seulement celui qui prodigue, la bouche ne doit s'ouvrir que par l'assentiment de l'enseignant, la main ne doit s'agiter que pour attester de la soumission faite au cuistre ; quant à l'odorat, il se contente de humer les vapeurs nauséabondes de l'ennui. La spontanéité et l'exubérance sont refoulées. La curiosité qui anime l'enfant dès son plus jeune âge - ainsi que le lot de questions qui va avec - est complètement annihilée, d'abord par la famille qui la castre au moyen de réponses évasives ou de rebuffades puis ensuite par le poids du travail scolaire qui se substitue à l'émerveillement. Après cette émasculation de la singularité, le désir de connaître est tourmenté par l'angoisse de la faute et la crainte des sanctions. Cette perte de l'émerveillement conduit à la spirale de l'ennui, jamais trop éloigné du virage de l'échec. Ainsi, nombreuses sont les personnes qui ont été dégoûtées et contraintes de laisser l'étincelle de la réflexion, de la surabondance dans le bunker froid de l'école. L'élève ayant su la garder se retrouve dans une ambiance putride, où le savoir devient un capital que l'on fait fructifier selon non plus l'étonnement mais l'ambition. A partir de là, ceux qui ont des dents longues s'accrochent à la machine qui leur promet une ascension sociale fulgurante, tandis que les autres se font balayer par elle. Les élèves en "échec" sont dégagés dans les filières manuelles ou ils apprennent dès leur plus jeune âge à nourrir le patronat et à conjuguer le verbe "profiter" à la 3ème personne du pluriel ; s'ils sont insatisfaits de leurs conditions, ils n'avaient qu'à "travailler à l'école". Voici le spectre de la réussite scolaire. L'expression "réussite scolaire" peut se définir par son opposition : l'absence d'un "bon" diplôme est généralement identifiée, par la conscience collective, à un mauvais salaire, ce qui entraînerait une situation sociale indigente conduisant inexorablement à une vie ratée. Ce syllogisme sera en adéquation tant que l'école portera ce vecteur ségrégationniste si nécessaire à l'ordre établi. Tant que l'apprentissage se fera sous l'ombre de l'émulation négative, cette émulation qui nous présente les autres élèves comme des adversaires potentiels, on portera les germes pourris de l'individualisme ; aussi longtemps que les projets collectifs seront manifestés comme des travaux contraignants et non-productifs pour les élèves, on cueillera un champ de fleurs fanées. Tant qu'on oubliera que les écoles primaires publiques ont été créées dans le but d'enrayer la propagation des idées révolutionnaires au sein des classes laborieuses ; tant qu'on verra en Jules Ferry un homme luttant pour la laïcité et non un homme raciste ayant adopté une optique pro-coloniale, alors on pourra croire aveuglement à la sainte machine scolaire et à la merveilleuse harmonie qu'elle engendre

CLM, lycéen à Auch



" A propos du contrôle social ..."

A l'heure actuelle le capitalisme, désormais "décomplexé", est plus impitoyable que jamais. Dans sa logique jusqu'au-boutiste d'exploiter jusqu'à l'assèchement et la destruction tout ce sur quoi il jette son dévolu (l'homme, les ressources, ...), il use et abuse de son pouvoir d'influence. Dans un univers ou tout s'achète et tout se vend, ce pouvoir d'influence s'apparente plutôt à du pouvoir de corruption. Traduit directement en pouvoir politique, celui-ci ramène et réduit l'Etat à ce qui est sa fonction essentielle : un outil policier, maître-casseur en matière sociale.

Je n'ai pas besoin de m'étendre sur les effets du capitalisme pour les populations, car vous les connaissez. Néfastes. Cela passe par la précarité, les inégalités, les restrictions de toutes sortes…, entraînant misère sociale, conflits, déchéances physique, psychique et morale. Et si, aujourd'hui, il y a un peu partout des remous sociaux, certes largement corporatistes, les capacités potentielles d'action, d'organisation, et de solidarité dont ont déjà su faire preuve par le passé les populations, représentent un véritable danger pour le pouvoir et ceux qu'il protège. Le capital ne peut y faire face qu'à travers un état-policier et la création d'un climat social favorisant divisions et conflits. Pour éviter d'être freiné, déstabilisé, voire détruit à un moment où les classes dirigeantes sont plus déchaînées et plus voraces que jamais, l'état met en place une répression policière que beaucoup auraient cru révolue. Faite d'intimidation, de provocation, de violence physique et d'arrestations, cette répression s'accompagne de la mise en place progressive d'un certain nombre de moyens en amont de ces méthodes. Cette répression - avec ses méthodes - et ces moyens servent à assurer le contrôle social dont les efforts portent sur le nous faire accepter des règles du jeu absurdes et imposées, comme naturelles : *"Que ces règles soient acceptées comme des évidences, amen !"* Bien sûr, la propagande omniprésente dans les différents médias, se fait le relais et l'écho de l'idéologie du *"chacun pour soi"* et du profit à n'importe quel prix. L'objectif est toujours le même : tout en voulant sauvegarder une apparence de démocratie, le climat ambiant vise d'une part, à isoler les gens et à les diviser pour les opposer (par exemple, par le corporatisme). D'un autre côté, le retour en grâce de l'autoritarisme (à la maison, à l'école ou ailleurs) est une tendance très actuelle (accompagnée par les médias, les paroles d'experts, et autres spécialistes complices) qui prétend cerner l'individu pour lui faire accepter la soumission dès le plus jeune âge. Ce formatage est destiné à faciliter le contrôle social, afin que lorsqu'un individu s'écarte de la ligne imposée, il éprouve malgré lui le sentiment de commettre une faute. Un individu qui se sent "coupable" est isolé avec le poids de sa faute. La culpabilisation, qui a été abondamment utilisée par l'église catholique, permet de créer de faux coupables. D'ailleurs, les prisons sont pleines de faux coupables et de vraies victimes sociales. Souvenez-vous, il y a quelques années : le discours favori du F.N, repris depuis lors par beaucoup d'autres, qui *"dénonçait l'insécurité" grandissante subie par les honnêtes gensss"* ; suscitant ainsi le sentiment d'insécurité.



Contrôle et infantilisation

Aujourd'hui, les dignes successeurs du F.N. ont décidé, pour contrer les effets perturbateurs des problèmes sociaux, de jouer le tout-sécuritaire. Et l'accentuation du contrôle social y tient toute sa place. Le développement à outrance de la technologie qui offre une large gamme de choix futiles, avec son système "mode-moderne" et un renouvellement incessant du tout-gadget, cultive et entretient un esprit infantile, c'est-à-dire irresponsable. D'autre part, cette "liberté" de choix, ce "changement" permanent, veut donner l'illusion de liberté tout en nous privant de nos libertés fondamentales, celles d'une vraie autonomie, personnelle et sociale. Cette illusion de liberté permet d'occulter ou de détourner notre attention des vraies inégalités et des vraies injustices qui en découlent, tout en les banalisant. Le combat factice du "pouvoir d'achat" est dans la droite ligne de ces illusions car il se résume à vouloir gagner plus sans s'occuper des causes réelles. Je ne nie pas, ici, les légitimes besoins de la population

qui est acculée à toujours plus de restrictions, ni les exigences des laisser-pour-solde-de-tout-compte qui luttent pour une vie décente et pas seulement pour un peu plus de "pouvoir d'achat". La récupération qui s'illustre par la chimère électorale et parti-sane, ainsi que le syndicalisme institutionnel sont d'excellents moyens pour diviser et mettre en concurrence les individus. Ceux-ci, dépossédés de leur autonomie, et donc de la lutte, en sont réduits au "statut social" de supporters. Ce qui n'est pas sans rappeler les grands événements médiatico-sportifs, abrutissement suprême de la plèbe, s'il en est : Pendant ces "grands événements", tout le monde est rendu inquiet de l'état de santé des joueurs de l'équipe nationale, du choix et de la tactique de l'entraîneur. Et pendant ce temps ? … "Le bâteau coule normalement" et dans la plus grande indifférence.

Réglements, lois et autres tabous

Dans le même axe, le piège identitaire, plus que jamais à l'ordre du jour, est lui aussi rentré dans les mœurs, aidé en cela par le pouvoir avec, par exemple, son ministère de l'identité nationale. Parallèlement, les communautarismes de toutes sortes, y compris religieux, sont ainsi présentés comme des droits et des libertés mis en danger. Teintés d'un orgueil malsain et cultivés au niveau corporatiste, ces "pièges à cons" sont d'excellents vecteurs pour une haine de substitution. Elle permet de faire canaliser aux gens pris dans cet engrenage leurs frustrations et leur mal de vivre dans un sens réducteur. Quelle que soit la direction qu'on prenne, le contrôle social se fait sentir, soit par un règlement, soit par une loi, voire un tabou, avec un net retour de la superstition. La superstition d'aujourd'hui, réflexe toujours irrationnel, n'a plus ce caractère religieux qu'on lui connaissait autrefois, mais le fait de considérer des normes comme immuables et fatales, d'assimiler leur transgression à une sorte de malédiction, s'assimile bien à de la superstition.

Dans un état qui puise rigoureusement son inspiration dans l'idéologie d'extrême-droite, le mot droit est mis à toutes les sauces et on nous "vend" l'état de droit, ou plutôt, l'état d'extrême-droits (quel humour, n'est-ce pas ?), comme le meilleur de la civilisation et de l'efficacité. Le recours aux nouvelles technologies de flicage comme la télésurveillance publique, la biométrie, les puces informatiques …, et autres mouchards participe aussi du contrôle social. Traiter avec des machines nous impose de nous conduire comme des machines, des "robots" sans réflexion et résignés. Le facteur humain n'a plus sa place et devient même une faute.

Excusez-moi d'avoir eu un brin d'humanité

Sur ce sujet, je citerai une phrase de Raymond Domenech pendant l'Euro 2008 de foot : *"Excusez-moi d'avoir eu un brin d'humanité à un moment où j'aurais dû rester froid et professionnel."* Bien qu'il s'agisse de décisions dans un sport, ce discours est révélateur de l'état d'esprit qui prédomine, en dévalorisant purement et simplement le facteur humain lorsqu'il faut prendre des décisions. - *"…froid et professionnel …"*, voilà le maître-mot : professionnel. C'est censé balayer naturellement tout le reste. Ce langage frelaté en dit long sur la désorientation et la confusion dans lesquelles nous entraîne et nous maintient le contrôle social pour nous rendre dociles et indolents. Le contrôle social, ce n'est pas seulement le maintien de l'ordre, avec coup de matraques et autres, c'est, aussi et surtout, un endoctrinement. D'ailleurs, dans "contrôle social", il y a deux mots : contrôle, et, social. Le contrôle est vérification, maîtrise, inspection, surveillance et suppose d'être à l'affût (…comme un relent de police, non ?), mais n'est en aucun cas possession. Le social est collectivité humaine, interaction et rapports des individus entre eux, avec les groupes, et entre groupes d'individus. Le contrôle social vise à "tenir" l'individu dans le rôle qui lui est imposé. Le contrôle implique, donc, l'absence de liberté. Faute de pouvoir totalement détruire ou s'approprier la pensée de chacun d'entre nous, le pouvoir travaille sans relâche à l'aliénation de notre esprit critique qui est à l'origine de toute réflexion. C'est pourquoi tout l'effort du contrôle social porte là-dessus : couper l'individu de sa propre nature et de son "pouvoir" de remettre en question, de remettre en cause, de réfléchir et de se forger sa propre opinion ; en fin de compte, le pouvoir d'être libre. C'est pourquoi, le contrôle social nous interdit de recourir à notre capacité à dire NON, et par là, à notre capacité à intervenir. A mon sens, la liberté commence ici, par cette capacité à dire NON et par le courage de refuser. En refusant, on se tourne, forcément, vers autre chose … et sûrement vers les autres.

En d'autres mots, la nature de l'homme, avec ses besoins d'expression-communication et de sociabilité, instincts de l'espèce, est "quelque chose" de malléable et de façonnable. Un être humain traité humainement (c'est-à-dire comme tel) épanouira toujours son potentiel car il prendra confiance dans son jugement au fur et à mesure qu'il prendra de l'assurance. Mais, le façonnage d'aujourd'hui prend les allures d'un bétonnage qui le fige dans un immobilisme aliénant. C'est l'homme aux normes, l'homme normalisé avec névroses et angoisses, condamné à vivre dans le fantasme, c'est-à-dire en dehors de la réalité. Incapable de comprendre cette réalité, où il est sans cesse manipulé, il est l'homme de la compréhension morte, incapable, a priori, de faire, autre chose que ce pourquoi il a été programmé.

En conclusion, je dirais, simplement, que le contrôle social est l'anti-thèse de la révolution sociale … mais peut-être aurais-je dû commencer par là ? … Et vous, qu'en pensez-vous ? …

F

Mélange ou Différences ?

Le processus identitaire a pour conséquence d'entraîner des divisions dans la population, divisions qui sont aussi absurdes que néfastes*1. Pour comprendre sa dynamique, il faut le saisir dans son lien avec la crise qui frappe la réflexion sociale ; crise qui le génère et qu'il contribue, dans une sorte de cercle vicieux, à entretenir.

L'esprit critique, indispensable à toute réflexion, ne peut prospérer que dans une distanciation de l'individu. L'identification de l'individu à une communauté quelconque et la véritable fusion qui s'opère alors souvent, est un obstacle majeur. Elle empêche de prendre le recul nécessaire.

Culture et confusion de sens

Les identités, les communautés dont il est question ici font appel à la notion de "culture". Cette dernière peut reposer sur un territoire, une religion, un état personnel, ou toute autre particularité*2. La polysémie du terme "culture" (c'est-à-dire les sens divers que ce terme peut prendre) facilite la confusion. Généralement, les identitaires mélangent habilement dans leurs propos les deux grands sens de ce mot*3.

L'apparition récente de la notion, fort vague, de "pluralité culturelle", joue un rôle facilitateur dans ce processus d'adhésion aux idéologies identitaires, d'autant qu'elle se décline aussi avec des versions qui récupèrent le vocabulaire des "Lumières"*4, comme la tolérance ou l'égalité, tous termes qui en fait ne sont là que pour inspirer automatiquement du "respect" et éviter ainsi qu'on ose une quelconque remise en cause.

La volonté de préservation des cultures (au deuxième sens du terme), qui est le but avoué de tout les identitarismes, constitue un phénomène de blocage qui met en danger la culture (au premier sens du terme) comme outil de réflexion pour la figer en une pluralité de cultes. Ce n'est pas un hasard si l'on observe que cette apparition du débat autour des cultures dans le mouvement social a été concomitante avec le triomphe de l'idéologie politique et des pratiques sociales qui entendent le capitalisme comme indépassable. Il faut ici remarquer que l'affirmation que le capitalisme est un mode d'organisation indépassable et qu'il serait le seul apte à satisfaire les besoins matériels de la société n'est absolument pas remise en question quand un individu réclame une identité issue d'un patrimoine, largement mythique, commun à un groupe. Les deux positions (acceptation de l'indépassabilité du capitalisme et revendication de "racines" identitaires) renforcent le statu quo. La deuxième a pour objet de ménager l'amour propre de ceux qui doivent supporter les frustrations, d'intensité plus ou moins dramatiques, inhérentes à un système pyramidal et inégalitaire qui est loin d'atteindre ce qu'il claironne, même sur le plan économique. Ce rapport entre l'importance des frustrations subies et le développement du sentiment identitaire est une constante dans toute gestion des crises du capitalisme. Que l'on songe simplement à la ferveur des supporters de foot anglais des années 70 dans les villes économiquement sinistrés…

La culture de ma grand-mère

Depuis quelques décennies, après la fin des "trente glorieuses et dans un mouvement qui s'est accentué vers 1990 (qui ont vu la fin du marxisme en tant que théorie du dépassement du capitalisme par lui-même), il est devenu de très bon ton de défendre les cultures. On trouve facilement une culture à défendre et même à ressusciter. Chez de nombreux militants résiduels du marxisme cette "culturialisation" est présentée comme une façon de résister à un capitalisme qui leur semble tout emporter, puisqu'il a emporté leurs convictions. Cette résistance-là invoque volontiers "la culture de ma grand-mère", comme si ce féminisme de pacotille permettait réellement de ne pas se confondre avec les autres, ceux qui affichent leur mentalité réactionnaire et qui ont fait leur lit, depuis longtemps, dans les traditions, croyances et cultures. Mais, référence "à ma grand-mère", aux "valeureux combattants de notre peuple" et finalement, dans tous les cas "à notre patrimoine commun" (celui qui fonderait la culture et son peuple), dans l'inconscient collectif, le résultat est le même : la culture cesse de se construire sur une dynamique évolutive pour se tourner en culte. C'est d'ailleurs clairement au culte du "pater" (le père, les ancêtres) que renvoie l'étymologie latine du terme "patrimoine", et, sur ce plan, que ces "pères" soient des "grands-mères" n'y change rien : chaque fois que l'humanité a subi une sacralisation du patrimoine, la stabilité du système dominant s'en est trouvée renforcée.

Cela explique la synergie actuelle du pouvoir avec des représentants d'associations diverses de

défense des racines culturelles et la facilité avec laquelle il peut leur accorder de doubler les plaques de rue en un patois improbable, leur octroyer des subventions, voire financer la construction d'édifices religieux. En France les députés, dont la majorité est, faut-il le rappeler, sarkozyste (et donc parfaitement réactionnaire) ont même voté récemment une loi de reconnaissance de langues régionales dans le patrimoine national. En politique la "reconnaissance" n'est pas un terme innocent. C'est une pratique héritée de la féodalité : celui qui reconnaît est ainsi sûr d'être reconnu en retour.

La marche des beurs

S'il fallait citer une date qui marque ce tournant, cet abandon de la critique sociale au profit d'un repli communautaire, on pourrait la fixer aux réactions qui ont suivi la première marche des beurs (1983). Cette marche avait pris comme slogan le mélange : "La France c'est comme une mobylette, pour avancer il lui faut du mélange." Cette idée, qu'une société se construit par mélange, était très juste. C'est d'ailleurs pourquoi les élites de toutes obédiences politiques et religieuses se sont dépêchées de récupérer ce mouvement d'origine spontané et populaire et de transformer son objectif : il fallait faire abandonner le mélange au profit des "pluralités culturelles".

On ne peut se donner ses propres règles de vie quand certaines qui seraient immuables. Toute capacité d'autonomie est une capacité de renouvellement. Cette capacité contient par définition la critique possible des vérités existantes. Elle fait appel à la culture réflexive, à la remise en question. La critique signifie alors un choix. Elle inclut donc l'abolition de certaines pratiques. Or cela est rendu difficile, impossible même, dans une société qui renforce un sentiment de respect pour tout ce qui est ancestral et qui forme autant de blocs : blocs émotionnels (la vue du drapeau fait monter une larme, l'hymne donne la chair de poule,…), bloc de préjugés ("morale",…), d'attitudes comportementales stéréotypées (autour de la sexualité, de l'alimentation, du vêtement…).

Quand Victor Hugo, témoin de la révolution introduite par Pasteur en biologie, écrivait "La science avance en se raturant", il résumait parfaitement le processus de création-destruction qui est le propre du mouvement culturel réflexif et même le propre de la vie. Les langues elles-mêmes, base pourtant de l'adoration culturelle, n'échappent pas à ce processus. C'est de la destruction du latin que sont sorties les langues romanes. Si les traditionalistes de l'époque avaient réussi leur coup, ni le catalan, ni l'italien, ni le roumain, ni le français, ni tant d'autres dialectes… n'auraient vu le jour et ... l'anglais en aurait été tout différent ! Les langues donc sont issues de la destruction de celles qui les ont précédées et du mélange, à toutes les époques, avec leurs voisines (et parfois même avec des idiomes lointains). Elles ne sont pas issues du conservatisme et de l'obscurantismes nécessaires au pouvoir.

La pluralité culturelle, c'est l'apartheid

Cette notion d'échange culturel, de mélange donc, est parfaitement opposée aux intérêts politiques et religieux qui prônent la conservation des cultures. Un échange culturel suppose qu'on accepte une modification, parfois substantielle, qu'on accepte une critique, un apport, un nouvel éclairage. Au contraire, le communautarisme vise la préservation d'un produit culturel tel qu'il s'est figé à un moment donné. Cette volonté de préservation tend à rendre impossible tout échange dans l'avenir. La fameuse "pluralité culturelle" se traduit par une juxtaposition de communautés. Comme ces ensembles communautaristes sont en fait le résultat des sommes des frustrations-compensations dirigées par d'habiles opportunistes, il n'y a jamais d'échange réel qui aille au-delà du folklore (musical ou autre), et tout se passe dans le blocage et souvent dans la confrontation. La conséquence est double : d'une part la division identitaire aboutit, comme au beau temps de l'apartheid, à une pratique du "développement séparé" (qui fait que le "citoyen" n'est pas pareillement traité par les autorités à Neuilly ou aux Minguettes), mais aussi et surtout à l'incapacité psychologique de pouvoir concevoir les choses autrement que comme elles existent. Le pouvoir a su faire preuve d'habileté. Au nom du respect des cultures, il n'est plus question d'abolir (le vilain mot !), il n'est question que de conserver. Ce conservatisme imbibe toute la vie politique. Toute opposition se doit d'être pensée dans cette continuité. Loin d'intégrer cette injonction que le système nous fait pour se préserver, sachons affirmer que le passé, le patrimoine, la fameuse culture dans laquelle on voudrait nous enfermer et enfin le capitalisme et l'Etat ne sont pas des horizons indépassables. Loin de tous les conservatismes, affirmons, avec un de ceux de nos compagnons qui firent la révolution du 19 juillet 1936 : "Nous n'avons pas peur des ruines, nous portons un monde nouveau dans nos cœurs."

Un militant CNT-AIT de Toulouse

_1.- Voir l'article "Nationales, régionales ou ethniques, les "identités" sont une arme du pouvoir", Anarchosyndicalisme ! N°106. _2.- Ainsi, certains sourds revendiquent une culture spécifique et avancent le concept de "culture sourde". _3.- Parmi les multiples sens du mot, un désigne les connaissances acquises qui permettent de développer le sens critique, le goût, le jugement ; l'autre sens désigne les formes de comportement acquises dans une société donnée. _4.- Le fait que les mouvements identitaires voient dans les "Lumières" un de leurs principaux ennemis, ne les empêchent pas de récupérer une partie du vocabulaire…

TOUTE LUTTE N'EST PAS EMANCIPATRICE !

Le problème n'est pas l'action propre d'une corporation mais l'idéologie qui la motive. Cela vaut pour toutes les franges de la société (jeunes, immigrés, banlieusards, salariés, etc.). Cette présente et énième crise cyclique du capitalisme se conjugue entre l'offre et la demande de l'économie de marché, le pouvoir d'achat (le revenu et le prix de la marchandise), l'économie concurrentielle (plusieurs producteurs concurrents), la concentration capitaliste (oligopole) et le mieux produisant (division internationale du travail). Tout cela est plus ou moins régulé par la main invisible du marché. Si on ajoute des effets conjoncturels comme le prix du salaire et des matières premières ou ouvrées, les bilans comptables de certains patrons risquent d'aboutir au dépôt de bilan.

Coincés dans le cadre de marchés territoriaux (la France et l'Europe…), ceux-ci ne peuvent ni délocaliser ni exporter. Afin de maintenir ou d'augmenter leurs marges d'exploitation qui déterminent le bénéfice et par là même le revenu, ils raisonnent comme tous les capitalistes. Ils font pression sur les politiques pour que l'Etat et autres décideurs concernés (régions et Europe…) leurs garantissent des moyens particuliers : aides, défiscalisations, diminutions des coûts salariaux et de certaines marchandises, protectionnismes (sanitaire, douane, cadre juridique…) ou en favorisant l'accès à des marchés.

Parallèlement, ils dégradent la condition générale du salariat : défiscalisation des heures supplémentaires et rejet des 35 heures, modification du cadre des retraites… Telle est la logique structurelle du capitalisme : exploiter les prolétaires afin de dégager la plus-value, être concurrentiel ou disparaître. Quelles que soient leurs opinions et visées sur le salariat, les petits patrons n'échappent pas à la règle. Si l'économie capitaliste peut offrir des variantes, les patrons ne sont pas nécessairement les propriétaires en tout ou partie des entités économiques. La grande majorité des petits et moyens patrons restent cependant dans la position classique du capitaliste ; ils sont propriétaires de leur outil de travail et dépendent de la bonne santé de leurs entreprises pour leurs revenus. Dans le passé, la paupérisation et la prolétarisation de petits capitalistes ont déjà existé. Nombreux furent les paysans, les commerçants et les artisans qui ont fini salariés de leurs ex-confrères, concurrents ou clients. Dans l'ensemble, leur adhésion à l'idéologie bourgeoise les rendait compatibles à constituer l'encadrement, la maîtrise et la petite chefferie des entités qui les salariaient. Leur anti-syndicalisme ouvrier était affiché et bien perçu par la bourgeoisie. Quelques uns d'entre eux et de leurs descendants s'assimileront dans le mouvement ouvrier. Mais on ne peut ignorer que majoritairement ils contestèrent le grand capital (oligopole, monopole…) et l'ultralibéralisme en se déclarant réactionnaires, conservateurs et/ou national-populistes. En outre, ils soutinrent ouvertement les régimes fascistes et assimilés, constituant même des fractions d'extrême-droite. Après-guerre jusqu'aux années 80 en France, la dénonciation du grand capital et des grandes surfaces commerciales… s'incarna dans le poujadisme (mouvement proche de l'extrême-droite).



Comme il a déjà été dit, le libéralisme et le protectionnisme ne sont que des stratégies à géométries variables de l'exploitation de l'homme par l'homme. Par corporatisme, les patrons chercheront, pour défendre leurs entreprises, à enrôler leurs salariés mais toujours dans la défense de l'intérêt patronal, ceux-ci n'allant pas jusqu'à donner leurs entreprises à ces derniers ; mieux, une fois leurs objectifs atteints, ils redoubleront d'efforts pour continuer à exploiter davantage. Si des salariés pactisent ou sont naïfs, instrumentalisés par leurs patrons, nous devons dire clairement que l'intérêt commun, fût-il de l'entreprise ou national est un leurre. Celui-ci cimente la négation de la lutte des classes et nie les intérêts irrémédiables entre les exploités et les exploiteurs.

Il appartient aux petits capitalistes de faire leurs choix. Ou bien ils défendent les variantes du capitalisme, ou bien ils rejoignent la lutte contre celles-ci. Pour l'instant, ils soutiennent leur idéologie et leurs intérêts de capitalistes et donc le système de domination qui l'a

engendré. Que de petits patrons ne rechignent au labeur et soient en situation périlleuse, cela ne peut les empêcher de comprendre qu'un monde meilleur ne peut être que par une société juste et égalitaire. A eux de faire une rupture idéologique, tel n'est pas le cas pour l'instant. Ce qui ne permet pas notre soutien. Si, hélas, peu nombreux, parce que trop subversifs ou remuants, certains durent créer leur entreprise pour survivre, ils ne défendirent jamais le capitalisme et participèrent aux luttes de leurs frères anticapitalistes.

Le prix du pétrole un vrai problème, la défiscalisation (en réalité baisse fiscale) une fausse réponse

En effet, en théorie, la fiscalité assure les recettes de l'Etat qui par la fonction redistributive de l'impôt permet la protection sociale, soit par gratuité ou par aide financière (revenu indirect ou socialisé). Or, la baisse fiscale produit un déficit public que les gestionnaires réduisent en diminuant le revenu indirect ou socialisé. Telle fut et est encore la logique des gouvernements. Ce qui fait que réduire l'impôt sans poser la question de la protection des plus désargentés consiste à limiter sa paupérisation en augmentant celle des autres. Tel est le leitmotiv de Sarkozy et, malgré les apparences, la lutte des petits patrons va dans ce sens. Rappelons que Le Pen fait de l'antifiscalisme son clientélisme "petit patron". De plus, toute augmentation des prix de vente de la production se répercute sur le consommateur. D'après la loi d'Engel, la part alimentaire dans le budget des ménages croît lorsque les revenus baissent, les salariés, y compris ceux qui soutiennent leurs patrons, s'en mordront les doigts en tant que consommateurs.

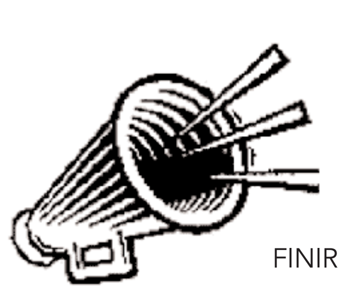
Apparaissent d'autres contradictions :

La baisse du coût du carburant augmente la consommation de pétrole et par effet celle de la pollution.

Le productivisme fordiste pousse à prélever davantage dans les ressources environnementales, entraînant leur raréfaction et, là encore, de la pollution.

La hausse des prix des marchandises accentue les inégalités de revenu.

En conclusion, toute action conjoncturelle (baisse de TVA…) ou sur les variables d'ajustement (salariales…) ne résout rien sur le fond : c'est la structure même du capitalisme qui est à remettre en cause.



Le capitalisme et ses sbires nous emmènent droit dans le mur : reprenons le contrôle de nos vie. CONTRE L'ETAT ET LE CAPITAL, GREVE GENERALE, POUR PAS FINIR A POIL.

Jean Picard - juin 2008

Comment dit-on

Le concept de "novlangue", forgé par Georges Orwell pour son roman "1984", est bien un des plus pertinents pour expliquer la séduction, au moins partielle, qu'exerce le totalitarisme sur les masses. L'ouvrage qui lui est contemporain - voire légèrement antérieur - de Victor Klemperer*1 analyse lui aussi une "novlangue", celle-ci bien réelle : celle du Troisième Reich.

L'auteur qui n'a survécu au massacre des Juifs que parce qu'il était marié à une "aryenne" (et aussi, ponctuellement, grâce au bombardement de Dresde par les Alliés le 13 février 1945) étudie toutes les variations de la langue allemande apparues après la prise du pouvoir par les nazis le 30 janvier 1933.

Les répétions du même mot, les changements de sens introduits pour d'autres termes (qui, de négatifs deviennent positifs, comme "fanatique"), les exagérations superlatives toujours plus exacerbées se renforçant les uns les autres, la réduction du vocabulaire (de plus en plus pauvre), les euphémismes (pour cacher le mensonge généralisé), la vulgarité (pour faire "peuple"), les métaphores faisant appel à la mécanique et au sport (pour, toujours, exalter la force), d'autres métaphores ou mots composés pour discréditer et rabaisser les faibles, les vaincus (néologismes, comparaisons zoologiques pour les Juifs et les bolchevicks), le vocabulaire "racial" également pour les "sang-mêlé" c'est-à-dire ces "bâtards" de Français, d'Anglais ou d'Américains… enfin, tout cela organisé en un discours qui est, de plus, évolutif au gré des évènements. Matraqué à tout instant, il monopolise tous les canaux de communication, mais surtout sa cohérence intrinsèque (mensongère, bien entendu) finit par imprimer sa trace dans tous les cerveaux, même ceux des ennemis du régime.

Ainsi, Klemperer retrouve nombre de mots, mais aussi d'expressions et de formules-type de la LTI*2 bien évidemment dans les propos de la Gestapo comme dans ceux des autres officines du régime, mais aussi dans ceux de la classe ouvrière et jusque chez les ennemis de l'ordre nazi (anciens sociaux-démocrates, communistes, Juifs et autres parias du système).

Et, malgré toute sa vigilance, Klemperer, qui écrit ses carnets durant la dictature de Hitler, et qui est très sensible, par profession (il enseigne la philologie) à la perversion du langage dont il relève les modifications et suit les évolutions ; Klemperer donc, nonobstant son étude quotidienne (il se lève tous les matins à 4 heures pour noter ses réflexions à ce sujet), avoue lui-même se faire piéger quelques fois par la force insinuante de cette nouvelle façon de parler et d'écrire.

Cet ouvrage a donc été rédigé de 1933 à 1945, au risque de sa vie par Klemperer dont l'épouse cachait les

"manipulation" en Novlangue ?

feuillets chez une amie ("aryenne") ; cette réalité donne un coté presque haletant au récit qu'il rend extraordinairement vivant Mais là n'est pas son seul intérêt.

Tout d'abord, c'est un ouvrage engagé, écrit par une victime contre ses bourreaux, contre le langage de ses bourreaux. Et pourtant, cela n'entame en rien sa véracité, sa crédibilité. C'est au contraire un argument de plus au service du sérieux de l'étude qu'il présente ; car l'auteur est suprêmement conscient de la nécessité de pousser au maximum le côté rationnel et la cohérence de son étude critique qu'il voulait forte et vraie : pour combattre efficacement un processus, il faut d'abord le comprendre (jusque dans ses moindres détails et cependant dans son sens global).

Quant à l'autre enseignement majeur, il réside dans le sujet lui-même, la novlangue hitlérienne, par la mise en lumière de sa nécessité. Conquérir le pouvoir et y rester malgré tout un certain temps, impose le recours aux mots. Même un régime aussi violent et assassin que le nazisme devait séduire, capter plus ou moins les masses et les individus qui les constituent. Cette réalité est beaucoup trop souvent ignorée et le grand mérite de Klemperer est d'avoir agi en Résistant en livrant cette étude fouillée quoique "à chaud" du langage d'oppression totale que fut le nazisme.

Or, plus de soixante ans après la parenthèse ignoble et sordide du Troisième Reich (et de ses affidés*3, dont certaines eurent, hélas, plus de longévité), nous nous trouvons, ici même, à subir, une dérive langagière, l'imposition d'une nouvelle novlangue, qui a la fonction de toutes les novlangues. Plus les dirigeants ont à la bouche le mot "démocratie", moins il y en a dans les faits. Plus ils parlent de sécurité, de principe de précaution, plus ils nous insécurisent en détruisant les libertés individuelles, plus ils nous mettent en danger par mille nouvelles technologies. Et plus les paillettes du "people" nous envahissent, plus la misère s'accroît. Le discours de la société sur elle-même (sous-tendue par la soi-disant "science économique" qui en est sa nouvelle théologie) existe bien au-delà de la politique, puisque cette politique n'est plus qu'une marchandise comme une autre, une marchandise à vendre, promue par les mêmes publicitaires qui promeuvent les lessives ou le papier hygiénique. Hitler et son adjoint Goebbels s'inspiraient déjà de la "réclame" - la publicité de l'époque. La novlangue actuelle est plus habile. Elle anticipe toute réaction par un investissement (au sens militaire du terme), par une occupation de tout l'espace social et de toutes les activités humaines soumises désormais au rapport marchand. Tout est "économique". Tout se vend. La liberté n'est, dans la novlangue actuelle, que la liberté d'acheter, de "choisir" (dans des limites fortement prédéterminées par les industriels et les marchands de mirages), de consommer des objets, des images, des mots, et tout ce qui peut exister. Le bonheur, nous martèle-t-on, ce n'est que cela. Rien d'autre n'est pensable. Tout le travail de la novlangue d'aujourd'hui, jour après jour, est de nous en persuader. L'ouvrage de Klemplerer, en démontant "comment ça marche" constitue un outil formidable pour développer les défenses nécessaires et pour résister ainsi à cette manipulation mentale.

Edgard

_1.- "LTI, la langue du Troisième Reich" _2.- Spécialiste des langues romanes, Klemperer code dans ses carnets secrets la langue du Troisième Reich en Lingua Tertii Imperii, LTI. _3.- Pétain, Quisling, Horthy, Mussolini, Salazar, Franco.

Après l'incendie du Camp de Vincennes

Le Centre de Rétention de Vincennes (CRA) est une sordide prison dans laquelle sont retenus les sans-papiers en attente d'expulsion. C'est la plus grande prison de ce type en France. Les conditions d'enfermement y sont rendues encore plus insupportables avec la politique du chiffre exigée par Sarkozy et appliquée par Hortefeux. Samedi 21 juin un détenu est mort dans des circonstances douteuses et le lendemain les bâtiments ont été entièrement détruits par un incendie. Une vingtaine de "retenus" ont été blessés. Même si le déroulement exact des faits n'est pas encore connu, nous pouvons déjà dénoncer les responsables de ces drames :

● Nous accusons toutes les lois passées et actuelles (Debré, Chevènement, CEDSEDA, etc.) de criminaliser une partie de la population pour le seul fait d'essayer de survivre ici, la plupart du temps en se faisant surexploiter par des patrons sans vergogne.

●Nous accusons la politique démagogique des Sarkozy-Hortefeux de pousser à la haine en désignant des ennemis imaginaires comme boucs émissaires.

● Nous accusons toutes les organisations politiques ou syndicales qui acceptent la logique du cas par cas et les critères CESEDA, comme on l'a vu encore récemment dans la lutte "sous contrôle" des travailleurs sans papiers, d'être les auxiliaires zélés de cette politique dite " d'immigration choisie ".

● Nous accusons les capitalistes et les états, d'entretenir un système inégalitaire mondial basé sur la domination et l'exploitation, de provoquer au Nord comme au Sud la misère et de pousser à l'exode par la mise en concurrence de tous pour le plus grand profit de quelques-uns.

CNT-AIT Paris

Quelques questions de principe...

Il y a quelques semaines, à l'occasion de la venue en France d'antifascistes russes, une polémique a éclaté sur internet concernant les liens entre un certain antifascisme et l'Etat. Il n'est pas toujours facile de s'y retrouver dans la nébuleuse antifasciste (qui n'est peut-être pas nébuleuse pour rien…), mais les points soulevés ici sont particulièrement clairs et précis et les questions qu'ils soulèvent cruciales d'un point de vue militant.

La polémique a éclaté lorsqu'un internaute a dévoilé que les fameux antifascistes russes invités en France avaient des liens avec "Searchlight", magazine britannique qui affiche certes un bel antifascisme mais dont le rédacteur en chef reconnaît avoir des liens avec les services secrets de son pays. Ce même internaute faisait par ailleurs remarquer que le mouvement qui faisait venir en France ces Russes (en l'occurrence le conglomérat "Réflex", "Scalp", "Réseau no pasaran"), fait partie d'un réseau appelé United (auquel appartient également Searchlight).



Qu'est-ce donc que cet United ? C'est, d'après ce qu'affirme son site, *"le plus grand réseau pan-européen anti-raciste"*. Il regroupe 560 organisations et lutte contre le nationalisme, le racisme, le fascisme et pour les droits des immigrants et des réfugiés. Très bien jusques-là. Sauf que, si l'on se donne seulement la peine de lire ses rapports d'activité, on a directement connaissance de la liste des organisations qui financent United. C'est là qu'on rigole. Dans le rapport d'activité 2006, on relevait en vrac, parmi les généreux donateurs : la Commission Euro-péenne, le Conseil de l'Europe, le Conseil mondial des Eglises (!), le Conseil culturel de Suède, le Groupe parlementaire européen des Verts, le Groupe parlementaire européen Socialiste, le Groupe parlementaire européen Communiste, le Ministère des affaires étrangères Suisse, etc. Bien pire, deux ministères de la police (au moins) financent directement United : le ministère de l'intérieur britannique et le ministère de l'intérieur néerlandais. Et c'est bien de ce réseau que Reflex (auquel appartient le Scalp) est membre !

Ces révélations qui appelaient soit un démenti formel (si elles étaient fausses) soit, dans le cas contraire, des explications politiques ont certes soulevé une vive polémique, mais les explications se font toujours attendre. Ainsi le principal mis en cause, le réseau No-Pasaran (qui, lui aussi appartient à Reflex, tout comme le Scalp) s'est fendu d'un communiqué tonitruant (dont nous reproduisons plus loin les principaux extraits) mais qui, sur le fond, se garde bien de donner quelque explication que ce soit.

Remarquons tout d'abord que le Scalp-no pasaran se garde bien de démentir formellement les deux accusations qui ont lancé la polémique (à savoir tout d'abord qu'ils participent eux-mêmes à un réseau financé par la police ensuite que le directeur de la revue Searchlight est en relation avec la police secrète).

Ne démentant pas formellement, ils tentent de noyer le poisson en parlant *"d'allégations fumeuses"*. Reconnaissons que ces deux termes sont fort habilement choisis : une allégation, c'est une affirmation quelconque (le terme allégation en lui-même n'implique pas qu'elle soit vraie ou fausse), et quelque chose de fumeux est simplement quelque chose d'approximatif. Bref, après avoir lu le communiqué, on ne sait pas si le Scalp affirme qu'il s'agit de mensonges ou s'il reconnaît que c'est la vérité, simplement approximative… Les rédacteurs du communiqué ont ainsi fait preuve, avec finesse, de beaucoup de prudence. Ils ont eu grandement raison. Car non seulement les deux allégations sont fondées, tout à fait exactes, mais de plus elles n'ont rien de fumeux puisque chacun peut en trouver confirmation sur les sites suivants http: //libcom.org/library/searchlight-for-beginners-larry-o-hara et http: //www.katesharpleylibrary.net/bulletin/issues/kslb28.htm "Searchlight" & the State)

Relevons, à notre tour, une allégation, cette fois-ci parfaitement mensongère dans ce fameux communiqué : ce n'est pas à l'avocat de la victime que les invités russes du Scalp apportent leur aide mais… au Procureur. Il y a là plus qu'une nuance ! La preuve est ici aussi facile à administrer, et par la même méthode. Sur le site des amis des intéressés (http://www.searchlight-magazine.com/index.php?link=RussiaSolidarity) on peut lire en effet : *"Here in St Petersburg, anti-fascists have actively helped the public prosecutors as expert witnesses since the early 1990s and have run some successful campaigns."* Or, sans conteste possible, "*public prosecutors*" se traduit en français par Procureur, certainement pas par avocat. Ce passage de la revue Searchlight est donc parfaitement limpide : *"Ici, à Saint-Pétersbourg, les anti-fascistes aident activement le procureur du ministère public [l'équivalent de notre*

Procureur de la République] comme témoins experts depuis le début des années 1990 et mènent des campagnes efficaces." Bref, c'est au Procureur, à l'émissaire direct du ministère de la justice d'un pays très autoritaire (pour ne pas dire plus…) que les invités russes du Scalp apportent tout leur soutien actif depuis 18 ans. Une paille.

Maintenant, direz-vous, que viennent faire Zyed et Bouna dans cette galère ? Qu'ont-ils à voir avec des militants qui ont choisi de collaborer avec les Procureurs ? Rien. Ils sont là, eux aussi, pour noyer le poisson. Mais, au-delà de la stupidité de la mention de leur prénom en des circonstances qui n'ont rien à voir avec eux, c'est une véritable insulte à leur mémoire. Surtout si l'on veut bien se rappeler que le Scalp n'a pas été capable de se fendre ne serait-ce que d'un communiqué en soutien à la jeunesse qui se révoltait à la suite de leur mort (il ne l'a fait que bien plus tard).

Revenons maintenant aux trois affirmations morales que le conglomérat Scalp-No pasaran-Réflex martèle dans son communiqué. Un bref commentaire suffira :

● "*La solidarité* - lit-on dans le communiqué - [c'est] *mettre en place un réseau de contacts et d'échange.*" En soi, le propos est intéressant. Mais quand le *"contact"* et *"l'échange"* s'étendent jusqu'à la police, chacun comprendra qu'un révolutionnaire préfère couper les ponts !

● "*L'internationalisme* - lit-on ensuite - [c'est] *accepter et comprendre la réalité à laquelle sont confrontés nos camarades étrangers."* Et la *"réalité"* à laquelle sont confrontés - camarades ou pas - les étrangers, c'est celle des expulsions organisées par … les ministères de l'intérieur … ceux-là mêmes qui financent le réseau international des rédacteurs du communiqué. A ce stade d'incohérence, est-il besoin de s'appesantir ?

●Enfin, nous dit-on, " *L'antifascisme ce n'est pas traquer chez les antifascistes qui agissent d'hypothétiques défaillances*". Qualifier de simple défaillance une collaboration clairement établie avec le Procureur, c'est un euphémisme particulièrement pervers. D'autant que ces défaillances ne sont pas hypothétiques.

Au lieu de répondre aux principales questions que posent ces révélations (à savoir, est-il légitime qu'un groupe antifasciste collabore avec l'Etat ? Surtout dans le cas présent, l'Etat russe, qui n'a pas grand chose à envier aux Etats fascistes ; est-il normal qu'un réseau antifasciste perçoive des financements de la police ?) ce communiqué est un numéro de criailleries.

Cette affaire devrait interroger tous ceux qui ont, à un moment où à un autre participé à des manifestions du Scalp-no pasaran, ce qui est d'ailleurs le cas de divers militants de la CNT-AIT, dont les auteurs de ces lignes. Aussi, aux questions ci-dessus, nous voyons-nous dans l'obligation d'en ajouter au moins deux autres : Comment se fait-il que ces données aient pu rester cachées si longtemps ? Les membres "de base" du Scalp étaient-ils au courant ?

Nous attendons la réponse.

Des militants

DOCUMENT ANNEXE

Communiqué du Réseau no pasaran (principaux extraits :

(...) Le Réseau No Pasaran souhaite par ce communiqué prendre fermement position contre les théories fumeuses et les allégations scandaleuses distillées par ce texte, qui diffame l'action courageuse non seulement des antifas russes que nous avons invités à venir en France mais aussi de touTEs leurs camarades dont ils viennent nous présenter les initiatives.

En ce moment, les campagnes de solidarité fleurissent en Europe, pour épauler les antifascistes russes dans leur action au quotidien : des groupes musicaux appartenant aux scènes musicales des contre-cultures punk, redskin ou hardcore, jusqu'aux réseaux politiques antifas radicaux nationaux (tel l'Antifaschis-tische Aktion allemande) ou internationaux (tel l'Antifanet, dont on aurait tort de limiter l'action au seul magazine Searchlight, tout ce que le monde militant compte d'antifascistes a compris la nécessité de se mobiliser aux côtés des antifas russes pour s'opposer aux violences qui leur sont faites. (...)

Dans l'affaire qui oppose la famille de Timur Kacharava aux assassins de ce dernier, le soutien financier des antifascistes a permis à la famille et aux amis de Timur de faire juger les assassins."

Alors quoi, est-ce être un indic de la police que de vouloir faire juger les assassins d¹un camarade antifasciste et que de proposer l'aide d'experts et de chercheurs sur l'extrême droite à son avocat ? Doit-on accuser Nikolaï Guirenko de collaboration au prétexte qu'il a mené campagne pendant des années pour que les crimes racistes soient jugés comme tels et non comme des délits de hooliganisme ? Il l'a d'ailleurs payé de sa vie.

Est-ce le discours que nous devons tenir aux familles de ceux et celles qui se sont fait assassiner, tabasser, mutiler par des néo-nazis en Russie ? Et en France, que signifierait une telle prise de position, si l'on se rapporte par exemple aux meurtres de Zyed et Bouna en 2005 ? (...)

La solidarité ? Ce n'est pas, derrière son écran, critiquer une action concrète de soutien, mais mettre en place un réseau de contacts et d'échange. L'internationalisme ? Ce n'est pas, le regard fixé sur son nombril, critiquer l'action des autres à l'aune de ses propres fantasmes militants, mais accepter et comprendre la réalité à laquelle sont confrontés nos camarades étrangers. L'antifascisme ? Ce n'est pas traquer chez les antifascistes qui agissent d'hypothétiques défaillances, mais savoir prendre le risque de se confronter dans la rue à l'extrême droite, et savoir travailler avec les autres antifascistes, en confrontant nos opinions, sans se draper dans un purisme qui est surtout un alibi pour ne rien faire. (...)

Référence : http://indytoulouse.nokods.org/article.php3?id_article=21476

Eynes 2008

● Le samedi14 Juin 2008, l'Union Locale de Perpignan était aux "Festives" de Eyne (66, Cerdagne) week-end d'animations alternatives et militantes animé par l'association "les Eynoiseries". Comme l'année passée, nous avons tenu une table de presse conséquente qui nous a valu quelques contacts intéressants et même suivis puisque des jeunes avec qui nous avions discuté l'année dernière sont revenus nous voir ! Ambiance agréable et festive, le beau temps a fait le reste. Nombreuses discussions sur la biométrie et le flicage en général, contacts avec des lycéens de Céret dont le réfectoire est équipé de bornes biométriques, contacts avec des catalans espagnols qui connaissaient la CNT-AIT espagnole, échanges et distribution de tracts et affiches, quelques ventes de brochures, en bref, une journée militante de base bien remplie ! On remettra ça l'année prochaine !



Union Locale CNT-ATI de Perpignan

Mouvement national, qu'ils disaient

● En ce mardi 10 juin 2008, répondant au doux parfum de l'appel à la grève lancé par les orgas réformistes, je me décidais à me rendre à l'endroit convenu, pour assister à la mobilisation de la fonction publique prête à en découdre enfin - pensais-je- avec les politiciens qui mènent la vie dure à la population (qui est allée, telle le troupeau bêlant, leur donner le pouvoir, par le jeu, perdu d'avance, de l'urne). Des manifs, j'en ai vécu quelques unes et même plus. Mais des manifs peau de chagrin de ce tonneau, j'avais jamais vu cela. Ayant tout loisir de compter les forces en présence, je suis péniblement arrivé au chiffre de sept cents personnes… pour une mobilisation "nationale". Pourtant, dans mon taf au ministère de l'agriculture, du mécontentement, il y a matière à en avoir, et, ce depuis des lustres. Mais, non, j'ai croisé en tout et pour tout quelque égarés qui avaient suivi les mots d'ordre de leurs boutiques syndicales respectives. Après avoir balancé quelques tracts avec les compagnons, qui comme moi étaient venus voir, je m'en retournais à d'autres occupations. Il y a quand même une satisfaction profonde à tirer de cet événement, c'est que, peut-être, la population n'est plus dupe du jeu des organisations qui la mènent petit à petit à la capitulation. C'est à nous maintenant de créer et de faire vivre de nouvelles solidarités pour ne pas en rester là.

Jules

L'Europe, espace de liberté ... pour qui ?

● Jakub, un de nos compagnons polonais a été licencié de la florissante multinationale Lionbridge pour avoir osé - oh sacrilège - participer à la création d'un syndicat ! Les 1er et 2 juillet 2008, des groupes de militants de la CNT-AIT ont investi les bureaux de Lionbridge de Bruxelles et Paris, pour y distribuer le tract ci dessous :

Souvenez vous. C'était il y a longtemps. Au début des années 80. Dans la Pologne Communiste, créer un syndicat était tout simplement interdit. Car dans les pays du Socialisme réel, monter un syndicat, s'opposer à son Etat-Patron, c'était être un traître à la Patrie, c'était risquer de divulguer des secrets préjudiciables au système et surtout le premier d'entre eux : non tout n'est pas rose, non ce n'est pas un paradis et oui il y a des résistants qui luttent pour un autre futur. Le système omnipotent était infaillible, inattaquable et ceux qui osaient se plaindre méritaient d'être rééduqués ou exclus de la société.

Heureusement, depuis le mur de Berlin est tombé. La Pologne a rejoint le camp de la Liberté libérale, et à même rejoint l'Union Européenne en 2004. En Europe il n'est pas interdit de créer un syndicat. Théoriquement. Car en décembre 2007, confiant dans les valeurs de liberté d'expression et d'association affichées par cette Europe, des travailleurs de Lionbrige Technologie de Varsovie, une des premières compagnies multinationales de traduction, ont formé un syndicat, le ZSP (Union des Syndicalistes de Pologne). Pas un syndicat classique, fondé sur les petits arrangements entre amis avec le patron à coup de "subventions" et d'élections professionnelles. Non, un syndicat avec des principes non-hiérarchiques, pour mener des luttes contre le patron. Et bien que croyez vous qu'il se passât ?

Dans la Pays du Libéralisme réel, créer un tel syndicat, pour s'opposer au Patron, c'est être un traître à la Multinationale, c'est risquer de divulguer des secrets préjudiciables au système et surtout le premier d'entre eux : non tout n'est pas rose, non ce n'est pas un paradis et oui il y a des résistants qui luttent pour un autre futur.

Ainsi, comme au bon vieux temps des "démocratie populaires", ceux qui ont été assez naïf pour croire au mot de Liberté de la "démocratie représentative et libérale" en sont pour leurs frais. Suite à un texte du syndicat diffusé sur internet et qui présentait la situation réelle des travailleurs dans l'entreprise, notre compagnon Jakub a été purement et simplement licencié pour "dommages faits à l'image de la compagnie". La direction a laissé entendre à Jakub que d'une manière générale les syndicats font que les entreprises deviennent moins concurrentielles, et donc que les actionnaires risquaient de choisir un autre pays, où les syndicats n'existent pas, pour conserver leur marge de profit ...

Pour lutter contre l'internationale des patrons et relancer l'internationale de la solidarité, une campagne de solidarité avec Jakub est en cours. Plus d'infos ici : http://lionbridge.zsp.net.pl/ ?page_id=13

CNT-AIT, Paris

Que faire ?

Le réseau fédéral de la CNT-AIT offre de nombreuses possibilités d'activités pour l'anarchosyndicalisme. De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins !

Commémorer la Révolution Espagnole

● Chaque année depuis la Libération, la CNT-AIT organise à Toulouse une manifestation pour rappeler ce qu'à été le 19 juillet 36. Le samedi 19 juillet 2008, nous vous invitons :

● à 14 heures, à notre local, pour la projection du film " Un autre futur ",

● à 19 heures, au rassemblement Place Fédérica Montsery (Près du Bd des Recollets, au début de la cité Empalot)

●à 20 heures 30, paella chez un compagnon (appeler au local pour s'inscrire : 05 61 52 86 48).

Réfléchir au soleil

● Du dimanche 3 au dimanche 10 août 2008, l'union régionale Midi-pyrénées organise son 15ème camping, en Aveyron. Un temps fort de réflexion en plein air ! Pour ceux qui ne sont jamais venus : les décisions se prennent en assemblée générale de campeur. Le soir, après un repas préparé collecivement, a lieu un débat sur thème choisi en commun. La journée, chacun s'organise comme il l'entend, ne rien faire, faire du tourisme, participer à des ateliers thématiques.... le tout dans des conditions matérielles simples mais correctes et à un tarif volontairement choisi pour être accessible à tous. N'hésitez pas à vous renseigner auprès des militants de la région.

Former un groupe, rejoindre la CNT-AIT

● Prendre contact avec le syndicat le plus proche ou avec le secrétariat confédéral (CNT-AIT 7 rue St Rémésy 31000 TOULOUSE ou par mail
contact@cntaittoulouse.lautre.net

Passer nous voir

● A Montauban : Nouveaux horaires des permanences : tous les samedis le matin (10h15 à 12h) au marché du jardin des plantes, l'après midi (16h à 18h) au local Passage de la comédie (entrée par le 10, rue de la comédie).

● Toulouse : CNT-AIT 7 rue St rémésy 31000. Permanences tous les samedi 17 h. Egalement aux puces (place St Sernin) le dimanche en fin de matin. Tables de presses périodiques dans les quartiers.

● Quercy-Rouergue, autres départements de Midi-Pyrénées : écrire au journal qui transmettra.

● Perpignan: CNT-AIT, 9 rue Duchalmeau 66000
Permanences le Samedi après-midi à partir de 15h.

● Caen : BP 2010, 14089 Caen Cédex

Table de presse chaque dimanche au marché, tous les mercredis sur le Campus 1 (sous la galerie vitrée).

● Paris : CNT-AIT, 108 rue Damrémont 75018.
Tables de presses régulières dans les XIX et XVIIIème arrondissement.

● Lyon : CNT-AIT, chez : librairie la Gryffe, 5 rue Sébastien Gryffe, 69007.

Participer aux campagnes

● Campagne contre la biométrie. Campagne de solidarité face à la repression : affiches et tracts disponibles sur demande à CNT AIT de Perpignan.
Mail : ul.perpignan-cnt-ait (a) club-internet . fr

Tchater

● Forum de la CNT-AIT de Caen
http://cnt.ait.caen.free.fr/forum/

S'abonner

● A ce journal, voir page 2
● A la liste de diffusion internet (gratuit) :
http://liste.cnt-ait.info

Soutenir les copains Polonais

● Prendre contact avec la CNT-AIT de Paris (voir page ci-contre le site d'info)

Fin de l'article de la page 20

fameux couplet : *"Entendez-vous dans ces campagnes mugir ces féroces soldats qui viennent jusque dans nos caves saboter nos vins et nos fromages, aux armes citoyens, etc."*

Rions certes, "ma non troppo" comme diraient nos compagnons transalpins. Si l'on veut bien considérer que le courrier préfectoral ubuesque va toucher un nombre important de petits producteurs, de boulangers, de pâtissiers, de maraîchesr, etc., est-il possible d'envisager leurs réactions ?

Un nombre important d'entre eux, n'en doutons pas, rejoindra le parti des rieurs et se souciera des injonctions préfectorales comme de leur première chemise… Mais il en restera vraisemblablement un nombre à peu près équivalent pour accorder à ces craintes officielles un certain crédit : frappés par le VDP (Virus De la Peur), ils vont dormir d'un mauvais sommeil, toujours sur le qui-vive, il erreront nuitamment, la main crispée sur un vieux tromblon, autour de leur très modestes trésors, persuadés que la menace les concerne très directement. Le pouvoir aura atteint le but recherché : taraudés par la fièvre de la suspicion, ces malheureux auront même, le soir venu, des accès aigus de délation.

Bientôt ils seront mûrs pour rejoindre l'armée secrète des auxiliaires bénévoles, supplétifs zélés quoique zombiesques, d'une flicaille pourtant toujours plus nombreuse.

Le pâtre de service

Une nouvelle aventure de notre ami Vigipirate

Vigipirate à la ferme

Amis lecteurs, vous qui êtes bien souvent des citadins, vous imaginiez sans doute, jusqu'à présent, la campagne comme un havre de paix, loin de la folie du monde et du fracas des armes : erreur on ne peut plus funeste ! Voici quelques informations qui devraient vous donner à réfléchir et vous inviter à revoir à la baisse une image largement surfaite d'improbables paradis bucoliques.

Petits paysans et très modestes producteurs de formages fermiers (dans un département extrêmement rural de la région), ma compagne et moi-même avons eu la surprise de découvrir dans notre courrier une missive émanant de la préfecture ; objet de la lettre : "Plan Vigipirate, niveau rouge". Les autorités préfectorales nous enjoignent donc de "surveiller les locaux de travail, de vérifier l'intégralité des conditionnements, d'examiner les provenances des matériaux utilisés, enfin de ne pas négliger la surveillance pendant les transports afin de parer à tout acte de malveillance."

Une fois la première explosion (de rire) passée, nous avons décidé d'ébruiter l'affaire. Au-delà du caractère grotesquement paranoïaque de la démarche, du très peu crédible scénario envisagé (Al Quaïda sautant sur la ferme avec un commando "spécial bactério"), il n'est peut-être pas inutile de réfléchir un tant soit peu sur le sujet.

En fait, cette lettre est d'abord et avant tout un aveu de faiblesse des autorités : notre société, soi-disant si puissante, est à la merci du premier malveillant venu. Le pouvoir sait pertinemment que les déploiements militaires et policiers ne couvrent pas, loi s'en faut, "toutes les brèches possibles dans le mur d'enceinte", c'est pourquoi il organise sournoisement le recrutement de millions d'auxiliaires de police bénévoles, dans tous les secteurs d'activité, aujourd'hui en l'occurrence les paysans et les travailleurs de l'alimentaire, demain ceux de la santé ou des transports.

Si le pouvoir répand de façon aussi massive et aussi systématique le virus de la Peur, c'est d'une part qu'il faut que personne ne se sente à l'abri d'une attaque terroriste éventuelle et d'autre part que chacun soit bien persuadé de jouer un rôle éminent dans la défense collective face à ce danger. On connaît depuis belle lurette le fameux adage "nul n'est censé ignorer la loi", récemment relooké en "nul n'est censé ignorer la peur". Car n'en doutons pas, amis lecteurs, le pouvoir nous le serine à longueur de journées : "Ils sont déjà parmi nous" (cf. la série TV "Les envahisseurs"). Aucune zone n'échappe à leur sournoise invasion, même les zones sauvages à faible peuplement y son exposées : les ruraux, défenseurs de la gastronomie nationale, sont une cible potentielle, qu'on se le dise !

Il est de leur devoir de protéger le patrimoine alimentaire national. Entonnons donc tous ensemble le

Suite en page 19

République Française

Madame, Monsieur

J'attire votre attention sur le renforcement souhaitable de dispositions simples et efficaces de surveillance contribuant à la sécurité des aliments, dans le cadre du plan Vigipirate rouge.

Vous avez en charge la conduite d'un établissement préparant ou transportant ou distribuant des denrées alimentaires destinées à la consommation humaine.

La protection des accès en veillant à la fréquentation des locaux de travail exclusivement par des personnels de l'établissement, la vérification de l'intégrité des conditionnements appliqués aux matières premières, l'examen des provenances, la surveillance pendant les transports, constituent autant de moyens pour réduire la portée d'éventuelles malveillances.

Comptant sur votre collaboration, veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Le Préfet.



Note de la Rédaction d'Anarchosyndicalisme ! : *"Comptant sur votre collaboration..."* Collaboration ? Le mot est remarquablement choisi, on ne saurait être plus exact. *It's the right word in the rignt place*, comme diraient nos amis Anglais !